

TRADUCTION

F. 97 — 1592

[C — 97/35866]

**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand
fixant le pourcentage d'utilisation des capitaux-heures dans les centres d'accueil
de l'enseignement communautaire pour l'année scolaire 1997-1998**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 9 avril 1992 relatif à l'enseignement - III, notamment l'article 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 mai 1992 relatif aux centres d'accueil, notamment l'article 12, § 3;

Vu le protocole n° 56 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X;

Vu l'accord du Ministre flamand, compétent pour le budget, donné le 2 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de prendre les mesures nécessaires avant la fin de l'année scolaire 1997-1998 afin de fixer à temps le pourcentage d'utilisation pour l'année scolaire 1996-1997;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année scolaire 1997-1998, l'utilisation des capitaux-heures dans les centres d'accueil de l'Enseignement communautaire est limitée à 93,5 %. Après l'application du pourcentage d'utilisation au capital-heures, le nombre est arrondi à l'unité inférieure.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1593

[C — 97/27398]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment l'article 12^{ter};

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de fixer les conditions de nourrissage du grand gibier pour le début de la prochaine saison de chasse, les conditions actuellement en vigueur ne donnant plus satisfaction;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. - *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° nourrissage supplétif : un nourrissage d'appoint destiné à du grand gibier et organisé aux seules fins d'assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique;

2° nourrissage dissuasif : un nourrissage d'appoint organisé aux seules fins de dissuader le sanglier d'aller chercher sa nourriture dans les cultures;

3° fonctionnaire compétent : le directeur de la Division de la nature et des forêts dans le ressort d'activités duquel est située la superficie la plus importante du territoire de chasse ou des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique;

4° territoire de chasse entièrement clôturé : tout territoire de chasse au sens de l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, d'au moins 50 ha, entièrement clôturé en périphérie et sans subdivisions internes de moins de 50 ha destinées à retenir du grand gibier.

CHAPITRE II. - Dispositions générales

Art. 2. Tout nourrissage du grand gibier est subordonné à l'obligation d'en informer préalablement par pli recommandé le fonctionnaire compétent et d'en autoriser le contrôle par les agents de la Division de la nature et des forêts.

A cette fin, le titulaire du droit de chasse ou le conseil cynégétique agréé utilise le modèle d'avertissement repris en annexe 1.

Art. 3. § 1^{er}. Tout nourrissage de grand gibier est interdit en dehors des bois et forêts à l'exception des établissements d'élevage autorisés conformément à l'article 12bis, § 2, 2^e tiret, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

§ 2. Les lieux de nourrissage de tout grand gibier ne peuvent être situés à moins de 200 m de tout terrain où la chasse à tir est pratiquée par autrui ainsi qu'à moins de 50 m de tout cours d'eau, en ce compris les sources.

De plus, le nourrissage dissuasif du sanglier ne pourra s'effectuer à moins de 200 m d'une lisière forestière.

Art. 4. Le fonctionnaire compétent peut, après avis du chef de cantonnement du ressort, exiger le déplacement d'un lieu de nourrissage du grand gibier en vue d'éviter des dégâts à certains peuplements forestiers ou dans l'intérêt de la conservation de la nature.

CHAPITRE III. - Du nourrissage du grand gibier dans les bois et forêts

Art. 5. § 1^{er}. Pour le nourrissage supplétif du grand gibier, peuvent seuls être distribués les aliments suivants : foin, ensilage d'herbe et céréales, à l'exclusion de toute préparation industrielle.

§ 2. Le nourrissage supplétif du grand gibier est autorisé du 1^{er} novembre au 30 avril, à l'exception du nourrissage avec des céréales qui n'est autorisé qu'à partir du 15 janvier.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 5, § 1^{er}, le nourrissage supplétif du grand gibier avec des betteraves fourragères ou des rutabagas peut être autorisé par le fonctionnaire compétent dans la Donation royale ou dans les territoires de chasse relevant d'un conseil cynégétique agréé, aux conditions suivantes :

1° les points de distribution de betteraves fourragères ou de rutabagas doivent être uniformément répartis sur toute l'étendue de la Donation royale ou des territoires relevant du conseil cynégétique, à raison de 2 points minimum aux 1 000 ha boisés, et ce, sans que la présence de tels points ne puisse être imposée à un propriétaire forestier sur ses terrains contre son gré;

2° l'approvisionnement de chaque point de distribution de betteraves fourragères ou de rutabagas doit être assuré de façon permanente jusqu'au 30 avril, à dater du début de cet approvisionnement;

3° chaque point de distribution de betteraves ou de rutabagas doit être également approvisionné en foin.

§ 2. La demande d'autorisation de nourrissage au moyen de betteraves fourragères ou de rutabagas doit être adressée chaque année au fonctionnaire compétent par le conseil cynégétique, pour le 20 mai au plus tard, au moyen du formulaire repris en annexe 2.

Pour l'année 1997, la date du 20 mai est postposée au 1^{er} septembre.

§ 3. Après avis des chefs de cantonnement concernés, le fonctionnaire compétent doit refuser d'accorder l'autorisation sollicitée s'il estime que la condition fixée à l'article 6, § 1^{er}, 1°, n'est pas remplie ou s'il apparaît qu'au cours d'une année antérieure, les conditions imposées à l'article 6, § 1^{er}, 2° et 3°, n'ont pas été respectées.

Art. 7. § 1^{er}. Pour le nourrissage dissuasif du sanglier, seuls sont autorisés les aliments suivants : orge, maïs et pois.

§ 2. La distribution des aliments visés au § 1^{er} doit se faire de façon permanente et dispersée, par traînées de dix mètres de large au moins et de deux cent mètres de long au moins.

§ 3. L'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 1995 au 30 juin 2000 ne s'applique pas aux traînées visées au § 2.

CHAPITRE IV. - Dispositions transitoires

Art. 8. A titre transitoire et jusqu'au 30 juin 2000 au plus tard, le nourrissage du sanglier visé à l'article 7 peut être autorisé dans les territoires de chasse entièrement clôturés par le fonctionnaire compétent à la condition que le demandeur produise un plan de réduction progressive de manière à aboutir à une population de 10 têtes maximum par 100 ha au plus tard pour le 30 juin 2000.

CHAPITRE V. - Dispositions finales

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier est abrogé.

Art. 10. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 1

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
 Division de la nature et des forêts
 NOURRISSAGE DU GRAND GIBIER

Avertissement conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997
 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Je soussigné

demeurant à

agissant pour moi-même (1)

agissant au nom de (société, conseil cynégétique agréé) (1)

informe M. le directeur de la Division de la nature et des forêts de l'intention de

nourrir à titre supplétif le grand gibier (1)

nourrir à titre dissuasif le sanglier (1)

sur le ou les territoire(s) de chasse dont les limites sont reportées sur la carte au 1/10 000 ou au 1/25 000 ci-jointe,
 aux endroits indiqués sur celle-ci (2).

Je déclare formellement que les agents de la Division de la nature et des forêts sont autorisés à pénétrer, en vue du
 contrôle du nourrissage du grand gibier, sur le ou les territoire(s) de chasse concerné(s) par le présent avertissement.

Fait à, le 19..

(Signature du demandeur)

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Le cas échéant, distinguer les endroits de nourrissage supplétif d'une part et les endroits de nourrissage
 dissuasif d'autre part.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 fixant les conditions de nourrissage du
 grand gibier.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Annexe 2

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Division de la nature et des forêts

NOURRISSAGE DU GRAND GIBIER

Demande d'autorisation de nourrissage supplétif avec des betteraves fourragères ou des rutabagas, conformément à l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Je soussigné

demeurant à

agissant au nom du conseil cynégétique agréé de (1)

agissant au nom de la Donation royale (1) demande à M. le directeur de la Division de la nature et des

forêts l'autorisation de nourrir à titre supplétif :

avec des betteraves fourragères (1)

avec des rutabagas (1)

sur les territoires de chasse dont les limites sont reportées sur la carte au 1/10 000 ou au 1/25 000 ci-jointe, aux endroits indiqués sur celle-ci.

Je déclare formellement que les agents de la Division de la nature et des forêts sont autorisés à pénétrer, en vue du contrôle du nourrissage du grand gibier dans les territoires susvisés.

Fait à, le 19..

(Signature du demandeur)

(1) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1593

[C - 97/27398]

**17. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994, insbesondere des Artikels 12ter;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bedingungen für die Fütterung des Großwildes vor dem Anfang der nächsten Jagdsaison festzulegen, da die jetzigen Bedingungen nicht mehr zufriedenstellend sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I - *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Hilfsfütterung: eine für das Großwild bestimmte Zusatzfütterung, deren einziger Zweck darin besteht, das Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und des Jagdwesens zu gewährleisten;

2° vorbeugende Fütterung: eine Zusatzfütterung, deren einziger Zweck darin besteht, vorzubeugen, daß das Schwarzwild seine Nahrung in Kulturen abholt;

3° zuständiger Beamter: der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Tätigkeitsbereich die größte Fläche des oder der vom weidmännischen Rat abhängenden Jagdgebiete gelegen ist;

4° ganz eingezäuntes Jagdgebiet: jedes Jagdgebiet im Sinne von Artikel 2bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd mit einer Mindestfläche von 50 Ha, dessen ganzer Umkreis eingezäunt ist, und das keine inneren Unterteile von weniger als 50 Ha umfaßt, die für das Festhalten von Großwild bestimmt sind.

KAPITEL II - *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Jede Fütterung von Großwild unterliegt der Verpflichtung, den zuständigen Beamten im voraus per Einschreibebrief zu informieren und die von den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen auszuführende Kontrolle zu akzeptieren.

Der Jagdberechtigte oder der zugelassene weidmännische Rat benutzt zu diesem Zweck das in der Anlage I stehende Bekanntmachungsmuster.

Art. 3 - § 1 - Jede Fütterung von Großwild ist außerhalb der Forste und Wälder, mit Ausnahme der gemäß Artikel 12bis, § 2 2. Strich des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd genehmigten Zuchtbetriebe, verboten.

§ 2 - Die Fütterungsstellen von Großwild jeglicher Art dürfen nicht in einem Abstand von weniger als 200 m eines Geländes befindlich sein, wo ein Dritter die Jagd mit Kugelwaffen betreibt, sowie von weniger als 50 m eines Wasserlaufs, einschließlich Quellen.

Die vorbeugende Fütterung von Schwarzwild darf außerdem nicht in einem Abstand von weniger als 200 m eines Waldrandes erfolgen.

Art. 4 - Der zuständige Beamte ist berechtigt, nach Gutachten des Forstamtsleiters des betroffenen Gebiets die Verlagerung der Großwildfütterungsstelle anzuordnen, um Schäden an bestimmten Waldbeständen vorzubeugen oder im Interesse der Naturerhaltung.

KAPITEL III - *Fütterung von Großwild in Wäldern und Forsten*

Art. 5 - § 1 - Für die Hilfsfütterung des Großwildes darf nur folgendes Futter verteilt werden: Heu, Gärfutter aus Gras und Getreide, mit Ausnahme von Industrierzeugnissen jeglicher Art.

§ 2. Die Hilfsfütterung des Großwildes wird vom 1. November bis zum 30. April erlaubt, mit Ausnahme der Fütterung mit Getreide, die erst ab dem 15. Januar erlaubt wird.

Art. 6 - § 1 - In Abweichung von Artikel 5 § 1 darf die Hilfsfütterung des Großwildes mit Futter- oder Kohlrüben in der Königsdonation oder in den von einem anerkannten weidmännischen Rat abhängenden Jagdgebieten vom zuständigen Beamten erlaubt werden, und zwar unter den folgenden Bedingungen:

1° die Fütterungsstellen mit Futter- oder Kohlrüben müssen gleichmäßig auf der gesamten Fläche der Königsdonation oder der vom weidmännischen Rat abhängenden Gebiete verteilt sein; dabei muß es mindestens zwei Verteilungsstellen für 1 000 Ha Waldgebiet geben, ohne daß diese Stellen einem Forsteigentümer auf dessen Grundstücken widerwillig aufgezwungen werden können;

2° die Versorgung jeder Verteilungsstelle von Futter- oder Kohlrüben muß von Anfang an bis zum 30. April ununterbrochen stattfinden;

3° jede Verteilungsstelle von Futter- und Kohlrüben muß ebenfalls mit Heu versorgt werden.

§ 2 - Der Antrag auf Genehmigung der Fütterung mit Futter- und Kohlrüben muß jedes Jahr und spätestens am 20. Mai dem zuständigen Beamten durch den weidmännischen Rat mit Hilfe des in Anlage 2 stehenden Formulars gestellt werden.

Für 1997 wird das Datum vom 20. Mai auf den 1. September verschoben.

§ 3 - Nach Gutachten der betroffenen Forstamtsleiter muß der zuständige Beamte die beantragte Genehmigung verweigern, wenn er der Absicht ist, daß die in Artikel 6 § 1 1° erwähnte Bedingung nicht erfüllt wird oder wenn es sich erweist, daß die in Artikel 6 § 1 2° und 3° vorgeschriebenen Bedingungen im Laufe eines vorherigen Jahres nicht eingehalten worden sind.

Art. 7 - § 1 - Für die vorbeugende Fütterung des Schwarzwildes werden nur folgende Futterarten erlaubt: Gerste, Mais und Erbsen.

§ 2 - Die Verteilung des in § 1 erwähnten Futters muß ununterbrochen erfolgen, wobei das Futter in mindestens zehn Meter breiten und zweihundert Meter langen Streifen verstreut wird.

§ 3 - Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten vom 1. Juli 1995 bis zum 30. Juni 2000 findet keine Anwendung auf die in § 2 erwähnten Streifen.

KAPITEL IV - *Übergangsbestimmungen*

Art. 8 - Übergangsweise und spätestens bis zum 30. Juni 2000 kann die in Artikel 7 erwähnte Fütterung des Schwarzwildes in den ganz eingezäunten Jagdgebieten vom zuständigen Beamten genehmigt werden, unter der Bedingung, daß der Antragsteller einen Plan zur allmählichen Reduzierung vorlegt, so daß die Schwarzwildpopulation spätestens am 30. Juni 2000 höchstens 10 Stücke pro 100 Ha beträgt.

KAPITEL V - *Schlußbestimmungen*

Art. 9 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung des Großwildes wird aufgehoben.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage 1

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
Abteilung Natur und Forstwesen
FÜTTERUNG VON GROSSWILD

Bekanntmachung gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997
zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild

Der Unterzeichnete

wohnhaft in

handelnd für sich selbst (1)

handelnd im Namen von (Gesellschaft, anerkannter weidmännischer Rat) (1)

informiert den Herrn Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen über die Absicht:

dem Großwild Hilfsfütterung zu verteilen (1)

dem Schwarzwild eine vorbeugende Fütterung zu verteilen (1)

und zwar auf dem bzw. den Jagdgebiet(en), dessen bzw. deren Abgrenzungen auf der beiliegenden Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000 an den markierten Stellen angegeben sind (2)

Ich erkläre ausdrücklich, daß den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen erlaubt wird, sich zwecks der Kontrolle der Fütterung des Großwildes in das bzw. in die durch diese Bekanntmachung betroffenen Jagdgebiete zu begeben.

Gesehen in, am 19..

(Unterschrift des Antragstellers)

(1) Nichtzutreffendes bitte streichen.

(2) Gegebenenfalls sind die Stellen für Hilfsfütterung und die Stellen für vorbeugende Fütterung voneinander zu unterscheiden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage 2

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
Abteilung Natur und Forstwesen

FÜTTERUNG VON GROSSWILD

Antrag auf Genehmigung der Hilfsfütterung mit Futter- und Kohlrüben,
gemäß Artikel 6 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997
zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild

Der Unterzeichnete

wohnhaft in

handelnd im Namen des anerkannten weidmännischen Rats von (1)

handelnd im Namen der Königsdonation (1)

beantragt beim Herrn Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen die Genehmigung, dem Großwild
Hilfsfütterung zu verteilen:

Futterrüben (1)

Kohlrüben (1)

und zwar auf den Jagdgebieten, deren Abgrenzungen auf der beiliegenden Karte im Maßstab 1/10 000 oder
1/25 000 an den markierten Stellen angegeben sind.

Ich erkläre ausdrücklich, daß den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen erlaubt wird, sich zwecks der
Kontrolle der Fütterung des Großwildes in das bzw. in die durch diese Bekanntmachung betroffenen Jagdgebiete
zu begeben.

Gesehen in, am 19..

(Unterschrift des Antragstellers)

(1) Nichtzutreffendes bitte streichen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 zur Festlegung der Bedingungen für die
Fütterung von Großwild, beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1593

[C — 97/27398]

**17 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 12ter;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het begin van het komende jachtseizoen nieuwe voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild vastgesteld moeten worden, aangezien de huidige voorwaarden niet meer geschikt zijn;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° aanvullende bijvoeding : aanvullende bijvoeding van grof wild met als enige bedoeling het evenwicht tussen landbouw, bos en jacht te vrijwaren;

2° afleidende bijvoeding : een aanvullende bijvoeding met als enige bedoeling te voorkomen dat het wild zwijn zijn voedsel in teelten gaat halen;

3° bevoegde ambtenaar : de directeur van de Afdeling Natuur en Bossen in wiens ambtsgebied het grootste deel van het/de onder de jachtraad ressorterende jachtgebied(en) gelegen is;

4° volledig afgesloten jachtgebied : elk jachtgebied in de zin van artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882, van ten minste 50 ha, volledig omheind aan de buitenkant en zonder indelingen van minder dan 50 ha om het grof wild tegen te houden.

HOOFDSTUK II. - Algemene bepalingen

Art. 2. De bevoegde ambtenaar moet bij aangetekende brief in kennis gesteld worden van elke bijvoeding van grof wild en de ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen moeten daarop toezicht kunnen houden.

Daartoe gebruikt de houder van het jachtrecht of de erkende jachtraad het kennisgevingsformulier dat in bijlage 1 voorkomt.

Art. 3. § 1. De bijvoeding van grof wild is verboden buiten de bossen en wouden, met uitzondering van de fokbedrijven die een toelating hebben, overeenkomstig artikel 12bis, § 2, 2e streepje, van de jachtwet van 28 februari 1882.

§ 2. De plaatsen voor de bijvoeding van eender welk soort grof wild moeten gelegen zijn op meer dan 200 meter van de terreinen waar de korte jacht wordt beoefend en op meer dan 50 m van de waterlopen, bron inbegrepen.

Bovendien mag de afleidende bijvoeding van wilde zwijnen niet plaatsvinden op minder dan 200 meter van de bosranden.

Art. 4. Om schade te voorkomen aan sommige delen van de opstand of in het belang van het natuurbehoud, kan de bevoegde ambtenaar, na advies van de houtvester van het ambtsgebied, eisen dat het grof wild op een andere plaats wordt bijgevoed.

HOOFDSTUK III. - *Bijvoeding van grof wild in bossen en wouden*

Art. 5. § 1. Voor de aanvullende bijvoeding van grof wild mogen alleen de volgende voedingsmiddelen gebruikt worden : hooi, graskuilvoeder en graangewassen, met uitsluiting van elke industriële bereiding.

§ 2. De aanvullende bijvoeding van grof wild is tussen 1 november en 30 april toegelaten, met uitzondering van de bijvoeding met graangewassen die slechts vanaf 15 januari toegelaten is.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 5, § 1, kan de bevoegde ambtenaar de aanvullende bijvoeding van grof wild met voederbieten of koolrapen onder de volgende voorwaarden toelaten in de Koninklijke Schenking of in de jachtgebieden die onder een erkende jachtraad ressorteren :

1° de verdeelpunten van voederbieten of koolrapen moeten gelijkmatig verspreid worden over de gehele oppervlakte van de Koninklijke Schenking of van de gebieden die onder de jachtraad ressorteren, met minimum twee verdeelpunten per 1 000 ha bos. De verdeelpunten mogen evenwel niet tegen de zin van een boseigenaar op zijn terreinen worden vastgelegd;

2° elk verdeelpunt van voederbieten of koolrapen moet op ononderbroken wijze tot 30 april bevoorraad worden;

3° elk verdeelpunt van voederbieten of koolrapen moet ook met hooi bevoorraad worden.

§ 2. De vergunning voor de bijvoeding met voederbieten of koolrapen moet elk jaar uiterlijk 20 mei door de jachtraad bij de bevoegde ambtenaar aangevraagd worden aan de hand van het formulier dat in bijlage 2 voorkomt.

Voor het jaar 1997 wordt de datum van 20 mei naar 1 september verschoven.

§ 3. Na advies van de betrokken houtvesters, mag de bevoegde ambtenaar de aangevraagde vergunning niet afgeven indien hij oordeelt dat de in artikel 6, § 1, 1° bedoelde voorwaarde niet vervuld is of indien blijkt dat in de loop van een voorafgaand jaar niet werd voldaan aan de in artikel 6, § 1, 2° en 3°, bedoelde voorwaarden.

Art. 7. § 1. Voor de afleidende bijvoeding van wilde zwijnen mogen alleen de volgende voedingsmiddelen gebruikt worden : gerst, maïs en erwten.

§ 2. De in § 1 bedoelde voedingsmiddelen moeten op ononderbroken wijze verspreid worden in slierten van minstens tien meter breed en tweehonderd meter lang.

§ 3. Artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht van 1 juli 1995 tot 30 juni 2000 is niet van toepassing op de in § 2 bedoelde slierten.

HOOFDSTUK IV. - *Overgangsbepalingen*

Art. 8. Bij wijze van overgangmaatregel, kan de bevoegde ambtenaar de in artikel 7 bedoelde bijvoeding van wilde zwijnen in de volledig afgesloten jachtgebieden tot uiterlijk 30 juni 2000 toelaten, op voorwaarde dat de aanvrager een plan voor de geleidelijke vermindering van hun aantal voorlegt, om uiterlijk 30 juni 2000 tot een maximum van tien stuks per 100 ha te komen.

HOOFDSTUK V. - *Slotbepalingen*

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot vaststelling van de bijvoedingsvoorwaarden van grof wild wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage 1

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
Afdeling Natuur en Bossen

BIJVOEDING VAN GROF WILD

Kennisgeving overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997
tot vaststelling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild

Ondergetekende

woonachtig te

handelende voor eigen rekening (1)

handelende namens de (maatschappij, erkende jachtraad) (1)

geeft de heer directeur van de Afdeling Natuur en Bossen kennis van zijn voornemen om

grof wild aanvullend bij te voeden (1)

het wild zwijn afleidend bij te voeden (1)

in het/de jachtgebied(en) waarvan de grenzen aangegeven zijn op de plaatsen die op bijgaande kaart voorkomen,
op een schaal van 1/10 000 of 1/25 000 (2).

Verklaart uitdrukkelijk dat de ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen de toelating hebben om het/de
jachtgebied(en) te betreden waarop deze kennisgeving betrekking heeft, ten einde er toezicht te houden op de
bijvoeding van grof wild.

Opgemaakt te, op

(Handtekening van de aanvrager)

(1) Schrappen wat niet past.

(2) In voorkomend geval, de aanvullende bijvoedingsplaatsen enerzijds en de afleidende bijvoedingsplaatsen
anderzijds onderscheiden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 tot vaststelling van de
voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 2

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
Afdeling Natuur en Bossen

BIJVOEDING VAN GROF WILD

Aanvraag om vergunning voor de aanvullende bijvoeding met voederbieten of koolrapen, overeenkomstig artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild

Ondergetekende

woonachtig te

handelende namens de erkende jachtraad van (1)

handelende namens de Koninklijke Schenking (1)

vraagt de heer directeur van de Afdeling Natuur en Bossen om de vergunning tot aanvullende bijvoeding :

met voederbieten (1)

met koolrapen (1)

in het/de jachtgebied(en) waarvan de grenzen aangegeven zijn op de plaatsen die op bijgaande kaart voorkomen, op een schaal van 1/10 000 of 1/25 000.

Verklaart uitdrukkelijk dat de ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen de toelating hebben bovenbedoelde jachtgebieden te betreden ten einde er toezicht te houden op de bijvoeding van grof wild.

Opgemaakt te, op

(Handtekening van de aanvrager)

(1) Schappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 97 — 1594

[C - 97/27397]

**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux modalités de revalorisation de la carrière de préposé forestier**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997;

Vu le protocole n° 247 du Comité de secteur n° XVI, établi le 1^{er} juillet 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 1997;

Vu la délibération du Gouvernement, le 12 juin 1997, sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;